

les salaires baissent sans cesse, le taux de l'intérêt semble monter. Il faut le réglementer. Je voudrais qu'on adoptât un projet de loi permettant aux municipalités et aux provinces d'emprunter du gouvernement fédéral au taux de 3 p. 100, le taux payé par les banques, qui prêtent ensuite l'argent aux municipalités ou aux provinces au double de cet intérêt.

J'exprimerai une opinion au sujet de l'agriculture. L'une des raisons pour lesquelles l'agriculture ne progresse pas comme elle le devrait, c'est qu'il y a rupture complète entre le cultivateur et la terre. Sous le régime d'autrefois, un homme pouvait échanger des produits et vivre, mais aujourd'hui il lui faut de l'argent. Sans argent, il a les mains liées. En Colombie-Anglaise il y a des granges remplies de produits, mais les propriétaires ne sauraient obtenir cinq sous pour ces produits ou même les échanger contre d'autres produits. Sous le présent régime capitaliste, il y a rupture entre l'agriculteur et la terre et les projets d'établissement sur les terres n'aboutiront qu'à augmenter la misère. Le succès de nos projets de colonisation commande des réformes radicales.

Je ferai maintenant un bref exposé de la situation en Colombie-Anglaise et je donnerai des avis au sujet de cette province. On me représentera que c'est en Colombie-Anglaise qu'il faut discuter ces choses. Quand nous constatons que 50 p. 100 des déboursés sont à la charge du Dominion, nous avons le droit de discuter les questions provinciales. En marge des partis, les hommes d'affaires, les unions de municipalités et les gouvernements municipaux sont vraiment alarmés de l'état des choses en Colombie-Anglaise. Pour commencer, le blanc-seing accordé à la dernière session n'a pas donné les résultats que le premier ministre a décrits ou espérait. J'aurais aimé qu'il adoptât la proposition émise par le chef de l'opposition, au cours de la dernière session, et nommât une commission. Le premier ministre s'imaginait que la fixation d'une somme déterminée causerait une ruée des provinces avides de s'assurer une large part du fonds de secours. Pour empêcher cette ruée, le Parlement a voté un bill accordant un blanc-seing au Gouvernement. En Colombie-Anglaise c'est tout le contraire du résultat attendu qui s'est produit. La province a fixé un programme inouï de dépenses. Après l'octroi du chèque en blanc, la province avait tout lieu de croire qu'elle trouverait à Ottawa des fonds illimités. J'ai sous les yeux ce qu'a dit le premier ministre de la Colombie-Anglaise :

Le gouvernement provincial a tracé son programme, employé 16,000 hommes, construit 170 camps et entrepris des déboursés de plus de \$50,000 par jour, fort de l'assurance que le gouvernement fédéral s'engageait à payer la moitié des frais.

Si le gouvernement fédéral a décidé une réduction radicale de ce programme, comme on le

[M. Reid.]

dit à Ottawa, le gouvernement provincial insiste qu'il en porte la responsabilité, non la province.

Si la Colombie-Anglaise, dis-je a entrepris l'exécution d'un programme aussi étendu de travaux de secours, elle l'a fait en toute probabilité après avoir reçu l'assurance qu'il y avait des fonds illimités à Ottawa et qu'elle n'avait qu'à aller de l'avant. Elle s'est probablement imaginée que contre tout dollar qu'elle débourse-rail le gouvernement fédéral avancerait 50 p. 100. J'expose ces faits pour démontrer l'opportunité d'une commission. Avant de reprendre mon siège, je donnerai quelques avis sur la façon d'alléger le chômage dans l'avenir. La question dépasse les cadres des partis; aucun gouvernement ne peut la régler tout seul. Si les circonstances sont telles que les a décrites le ministre des Chemins de fer et des Canaux, si elles sont pires que pendant la guerre, il est temps de nommer une commission de secours, afin de soustraire cette grave affaire à la domination ou à l'influence d'un parti. En Colombie-Anglaise le favoritisme a présidé à l'achat des fournitures. Personne dans cette province n'a jamais vu acheter, je crois, tant de fournitures inutiles. Il y en a eu de toutes sortes: des brouettes, des couvertures, voire des appareils Delco pour l'éclairage électrique. Celui qui fournissait ces appareils m'a appris, lorsque je l'ai rencontré, qu'il était à livrer son centième Delco.

Je n'offre pas de commentaire touchant les camps de construction; mais je critique le relâchement qui en a caractérisé la direction. Il y avait par exemple des fils de hauts fonctionnaires engagés comme arpenteurs; et j'ai vu quatre hommes, munis d'une automobile et de divers instruments, qui parcouraient le pays pour préparer la construction de cabines, alors qu'on avait à la main tous les contremaîtres charpentiers voulus. Je vais citer un exemple pour montrer la prodigalité qui a caractérisé les dépenses: dans mon comté, par loin de ma demeure, on a construit deux campements à un mille de distance l'un de l'autre. Le premier comptait environ treize grandes cabines. Pour l'approvisionnement d'eau on a élevé à quelque vingt pieds un réservoir à capacité de 2 ou 3,000 gallons; ensuite on a posé les tuyaux nécessaires et les accessoires pour l'eau chaude et l'eau froide. Lorsque toute l'installation fut complète quelqu'un a demandé: "Où est l'eau?" On avait fait toutes ces dépenses, mais on ne pouvait pas trouver d'eau. Quelqu'un suggéra qu'on trouverait de l'eau à trois quarts de mille plus loin sur la route; mais une fois les rigoles creusées, un médecin est venu leur dire que cette eau n'était pas potable. Ce médecin n'était pas un libéral; je crois que c'est un fervent du ministère actuel. Alors on a dit aux hommes de creuser un puits; mais on a